



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement

Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique

CONCLUSIONS DU TROISIÈME COMITÉ OPÉRATIONNEL BRUXELLES, 13 JUIN 2016

PRÉSIDENTE de la réunion

[REDACTED] Afrique occidentale et centrale, Commission européenne (CE)

PARTICIPANTS à la réunion

Union européenne: DEVCO (Unités E1, E2), HOME, SEAE (Division Afrique, [REDACTED])

Etats contributeurs:

- Votants: BE, DE, DK, ES, FR, IT, NL, SE, UK, LU, NO, CH
- Non-votants: MT, PL, PT

Etats bénéficiaires: BF, CM, GM, ML, MR, NE, SN, TD

Organisations régionales: CEDEAO

RÉSULTAT des discussions

Le Comité opérationnel a adopté **6 nouveaux programmes** dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, pour un montant total de EUR 146 000 000.

1. Une programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Frontières au **Burkina Faso** (PAGIF-BF), pour un montant de EUR 25 000 000;
2. Un Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières au **Mali** (PARSEC) pour un montant de EUR 29 000 000;
3. Un programme d'appui à la justice, sécurité et gestion des frontières au **Niger** pour un montant de EUR 30 000 000;
4. Un programme **régional**, Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI SAHEL), pour un montant de EUR 41 600 000;
5. Un projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité pour le **Tchad**, pour un montant de EUR 10 300 000;

6. Un premier programme pour la **Gambie**, The Gambia Youth Empowerment Scheme, pour un montant de EUR 11 000 000.

1. PREMIÈRE SESSION (9H45 – 12H45)

Le Comité Opérationnel a adopté l'ordre du jour ainsi que les conclusions du précédent comité opérationnel (18 avril 2016) sans modifications.

(...)

2. DEUXIÈME SESSION (14H15 – 18H15)

2.1. Approbation des actions

2.1.1 Burkina Faso

(...)

2.1.2 Mali

(...)

2.1.3 Niger

(...)

2.1.4 Multi-pays

- **Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI SAHEL), EUR 41 600 000 (T05-EUTF-SAH-REG-04)**

Décision du Comité Opérationnel: action approuvée

Résumé

Ce projet multi-pays a pour objectif de renforcer les capacités opérationnelles des autorités nationales pour permettre un contrôle effectif du territoire et une meilleure gestion des frontières dans les pays du G5 Sahel et le Sénégal. Un tel projet faisait partie des demandes formulées de la réunion ministérielle "Sécurité et Défense" du G5 Sahel, organisée à Ndjamena en mars dernier. Il a été conçu pour créer une unité GAR-SI dans ces six pays, placée au sein de la gendarmerie nationale des pays bénéficiaires.

Commentaires

Les représentants du G5 Sahel, du SN et de la CEDEAO ont apporté leur soutien à ce projet, dont l'aspect multi-pays est très important car il permet de rationaliser les ressources pour faire face à des défis communs. SN a aussi fait valoir que les différentes menaces dans la région étant transnationales, il est pertinent que plusieurs pays soient ciblés. Les autres participants ont globalement soutenu le projet en reconnaissant le réel besoin de formation des forces locales pour faire face à l'insécurité dans la région, mais plusieurs d'entre eux ont fait part de leur inquiétude quant au caractère sensible du projet qui demande un suivi et un monitoring très approfondis ainsi qu'une communication régulière au Comité opérationnel tout au long de la mise en œuvre.

En réponse aux diverses préoccupations de DE, UK, BE, DK, SE, NL, la CE a précisé qu'un phasage était déjà contenu dans le projet (phase de diagnostic et de planification, qui inclura aussi une analyse détaillée du conflit et du principe du "*do no harm*", suivie d'une phase de mise en œuvre) et qu'une approche spécifique par pays était prévue. Les conclusions de la phase de diagnostic pourront être diffusées aux membres du Comité opérationnel afin de faciliter le suivi de cette action. La CE est bien consciente des risques potentiels liés à ce projet, d'où le pilotage fort qui sera assuré. En ce qui concerne la question de la durabilité, les activités du projet seront financées en respectant les règles du fonctionnement des différents instruments financiers de l'UE qui contribuent au Fonds fiduciaire. Enfin, la complémentarité avec les autres actions est claire et la coordination avec les missions PSDC sera assurée au fur et à mesure.

2.1.5 Tchad

(...)

2.1.6 Gambie

(...)

2.2. Prochaines étapes

(...)